



Guerres sans Fin

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 01 mars 2003

26 mars 2003

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Droit international contre droit du plus fort

Devant le Conseil de Sécurité le 14 février, le ministre français, Dominique de Villepin, a fait un discours admirable de raison et de clarté qui a été très apprécié — sauf, vous le savez bien, par les dirigeants et la presse anglophone.

Les Etats-Unis sont dirigés actuellement par un petit groupe de mégalomanes dont les idées et les projets étaient parfaitement inconnus de l'électorat américain qui, selon la Cour Suprême choisi par son père, avait élu George Bush... par une large minorité de votes. Plus fondamentalement, l'électorat américain depuis longtemps n'a pas de vrai choix, car le processus « démocratique » au niveau national a été complètement accaparé par le complex militaro-industriel.

Une poignée d'illuminés a imposé une politique qui n'a jamais été soumise à un débat démocratique aux Etats-Unis, et il ne veulent pas que le débat venu d'ailleurs arrive aux oreilles des citoyens Américains. C'est pour cela que leurs propagandistes dans les médias ont répondu par un torrent d'invectives imbéciles versé sur la France — dont la faute originelle n'était que de vouloir habiller la guerre à venir de quelques oripeaux de légalité internationale. Car la position de la France, jusque là, revenait à tenter de rester dans les formes du droit international, rien de plus. Mais l'équipe au pouvoir à Washington n'apprécie guère cet effort. Son but est d'impressionner le monde et de lui dicter sa loi par la force. Le droit international doit céder au droit du plus fort, c'est la base du « nouvel ordre mondial » style Bush et compagnie. Les dirigeants américains ont l'habitude de dire de celui qu'ils veulent attaquer, qu'il « ne peut comprendre que la force ». Plus exactement, ils voudraient que les autres ne comprennent que la force, car c'est le langage qu'eux, ils maîtrisent. Ils veulent que la démonstration soit faite que la force aura le dernier mot.

La crise irakienne fait ressortir une opposition dramatique entre le droit international et le droit du plus fort. Le droit international, dans la mesure où il serait universel, applicable à tous de la même manière, est maintenant un obstacle que Washington préfère écraser par la loi du plus fort — sa loi à elle.

L'Illusion de la « Communauté internationale »

Pour la vieille Europe, et surtout pour la France, cette crise autour de l'Irak devrait mettre fin à certaines illusions. La grande illusion des années quatre-vingt dix était d'imaginer que l'immense puissance militaire des Etats-Unis pouvait se laisser transformer en instrument charitable pour accomplir les interventions « humanitaires » souhaitées par les champions des droits l'homme devenus la conscience d'une vague « communauté internationale ». La référence constante à cette « communauté internationale » avait deux fonctions idéologiques: de masquer la destruction de l'autorité des Nations-

Unies, et de donner l'impression d'un certain multilatéralisme. Ce concept vague s'applique surtout aux nations occidentales, supposées représenter la conscience supérieure de l'humanité. En même temps, cette « communauté internationale » correspondait, en réalité, à un « condominium impérial » des puissances occidentales capitalistes qui, unies sur l'hégémonie américaine, pourrait dominer le monde ensemble sans se détruire mutuellement dans les guerres mondiales pour diviser les continents du Sud. Cette « C.I. », communauté internationale ou condominium impérial, imposerait un ordre « moral » au monde, basé sur les « valeurs », notamment les « droits de l'homme ».

La Continuité

En comparaison avec l'équipe Bush, ouvertement de plus en plus criminelle, le monde risque d'éprouver une énorme nostalgie pour l'administration Clinton, et de souhaiter le retour des Démocrates comme les chrétiens de l'antiquité souhaitaient le retour du Christ. Le multilatéralisme traditionnel des Démocrates sauvaient au moins les apparences aux yeux des alliés européens, qui pouvaient jouer les seconds rôles et payer la nôte avec un minimum de dignité. Mais attention, s'il est vrai que d'abord l'électorat démocrate, puis à un bien moindre degré les politiciens démocrates, sont comme on dit là-bas plus « libéraux », c'est-à-dire plus sociaux, en ce qui concerne la politique intérieure, il y a deux réserves à signaler: pour la politique intérieure, tout se situe aujourd'hui largement à la droite par rapport à la France... et deuxièmement, en ce qui concerne la politique extérieure, c'est surtout l'emballage qui change. Dans le fond, il y a une grande continuité, due à la logique d'un complexe militaro-industriel surgonflé, et assurée par la petite élite de spécialistes qui créent les projets de politique internationale dans le confort des fondations privées, abrités des regards de la population en général mais très proches des grands médias.

Je voudrais signaler quelques indices de cette continuité. Vous avez vu le Président Bush exhorter ses troupes en proclamant que « nous avons la plus grande armée de la terre » comme si c'était une qualité morale. Mais l'ambassadrice de Clinton, Madeleine Albright, avait exclamé, « à quoi ça sert d'avoir la plus grande force militaire du monde si l'on ne l'utilise pas! » La personnalité qui, choqué par ces mots belliqueux, les avait racontés dans ses mémoires n'était autre que le Général Colin Powell, qui depuis en a vu d'autres...

Oui, et c'était déjà Madeleine Albright qui voulait à tout pris déclencher la guerre contre la Yougoslavie sans mandat du Conseil de Sécurité. Aujourd'hui, quand le Président Chirac et son ministre des affaires étrangères insistent sur la nécessité de passer par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, on est presque gêné de rappeler que la France n'avait pas le même scrupule il y a quatre ans...Mais il faut le dire.

Le Kosovo

Ici je dois aborder un sujet que beaucoup préfèrent éviter, le Kosovo, car l'illusion n'est pas encore totalement dissipée en ce qui concerne le Kosovo, dont beaucoup gardent encore une impression erronée des causes comme des effets. Il faut y revenir parce que la « réussite » de la guerre du Kosovo est citée régulièrement aujourd'hui comme précédent heureux, comme argument irréfutable en faveur de la « guerre préventive » contre les « dictateurs » qui ne penseraient qu'à commettre des « génocides ». Si on ne brise pas cette illusion, on continuera à brandir « le Kosovo » comme la carte blanche à la guerre « juste » en permanence

Tout cela était prévisible. Justifier la guerre préventive sans mandat du Conseil

de Sécurité devait créer un précédent dangereux, comme Hubert Védrine lui-même a bien reconnu peu après, dans les pages du Monde diplomatique. Je ne peux pas juger à quel point les dirigeants européens disposant de services de renseignement étaient dupes de la rhétorique du moment, mais tous ont répété la même propagande à l'époque: les mensonges les plus énormes venant de l'équipe britannique autour de Blair, qui récidive, et du ministre de la défense allemand Rudolf Scharping, qui a été démissionné depuis au milieu d'une pléthore de scandales.

En France, il existait le « lobby Sarajevo » qui réclamait cette intervention militaire comme le seul moyen de traiter les conflits yougoslaves. Beaucoup d'intellectuels français, surtout qui ont transformé la fonction de la « philosophie » de quête de savoir en étalage d'indignation contre les mécréants lointains, ont stigmatisé tout effort de comprendre et de chercher la conciliation comme une sorte de complicité avec le nouvel « Hitler ». En rejetant tout réalisme en politique comme l'oeuvre du diable, ils ont préféré tourner vers les missiles croisés pour régler les affaires complexes. Il fallait une naïveté volontaire pour croire que les Etats-Unis — vu leur histoire d'ingérences ouvertes ou clandestines (parmi d'autres) au Guatemala, en Iran, au Vietnam, au Chili, en Angola, et de façon presque constante depuis un siècle dans toute l'Amérique centrale — allaient, une fois libérés de la contrainte représentée par une superpuissance rivale, se transformer en branche armée des soeurs de la charité.

En réalité, les Etats-Unis ne se sont pas laissés entraînés dans la guerre au Kosovo à cause des arguments de BHL ou des larmes de Glucksmann.

Comme pour la guerre en Iraq, ils voulaient y aller et cherchaient des prétextes, quand ils ne les créaient pas. Les vrais causes sont visibles à partir des effets réels. Les résultats éloquentes de la guerre du Kosovo sont les suivants: * légitimer la guerre comme moyen privilégié pour résoudre les problèmes politiques, ce qui revient à délégitimer la négociation, la diplomatie, la médiation, tous les moyens pacifiques qui, on voit aujourd'hui, sont rejetés comme des formes de lâcheté.

- créer un précédent pour faire la guerre sans mandat du Conseil de Sécurité sous prétexte d'un cas d'urgence extrême, urgence évaluée par les Etats-Unis et (peut-être) leurs alliés.
- sauver l'Otan en lui dotant d'une nouvelle « mission humanitaire » hors de la zone de défense des pays de l'alliance, et en la transformant en « boîte à outils » dans lesquelles les Etats-Unis pourront puiser pour leurs opérations plus à l'Est et au Sud. Ici se trouve la cause et l'effet les plus importants de cette aventure, ce qui explique la grande hâte avec laquelle il fallait procéder aux bombardements au moment choisi, à la veille du cinquantième anniversaire de l'Otan, ce qui permettait à Washington de présenter la nouvelle stratégie de l'Otan en forme de fait accompli, sans vrai débat.
- renforcer de façon décisive l'influence des Etats-Unis sur l'Europe par le biais de l'Otan. Cette opération a été cruciale en offrant aux pays de l'Europe ex-communiste une adhésion occidentale alternative à l'Union Européenne.
- faire du Kosovo une base militaire américaine, le « Camp Bondsteel », construit immédiatement après l'occupation du Kosovo sans demander la permission à personne.

Et le Kosovo lui-même? Le problème des « deux peuples pour une terre » durait depuis longtemps, et aurait pu être traité avec patience comme d'autres problèmes du même genre. Ce qui a précipité la crise était d'abord la crise financière en Albanie en 1997, qui d'une part ouvrait une porte à la négociation (en décourageant pour l'instant les séparatistes) et d'autre inondait le Kosovo d'armes volées dans les arsenaux albanais. Un carrefour entre paix et guerre où les Etats-Unis surtout ont choisi le chemin de la guerre, tout en disant le contraire. L'UÇK, soutenu vigoureusement par un lobby à Washington comprenant un ancien candidat républicain à la présidence, Robert Dole, a pu jouer contre Milosevic le rôle des « Contras » lancés par la CIA contre le Nicaragua sandiniste, pour réduire toute la Yougoslavie à un statut comparable à celui des pays de l'Amérique centrale. Le Kosovo occupé et gouverné formellement par les Nations-Unies, en réalité par les pays de l'Otan avec quelques auxiliaires subordonnés, est devenu la plaque tournante de trafics de femmes, de drogue et d'armes. Libérés de la police serbe, les milices albanophones font la guerre les unes aux autres. Je ne dirai pas que c'est cela l'objectif américain, mais c'est le type de situation dont ils s'accommodent fort bien un peu partout là où ils cherchent n'importe quel allié contre un régime récalcitrant.

La volonté d'ingérence militaire

Dès l'ouverture de la crise yougoslave au début des années quatre-vingt-dix, l'ingérence des puissances occidentales — sans le dire ouvertement, et dans une certaine mesure peut-être sans le penser — avait tout fait pour entraîner leur propre intervention militaire.

1 - D'abord, il est notoire que le gouvernement allemand a insisté sur la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, contre tout usage diplomatique et contre l'avis de leurs propres diplomates sur place. C'est un sujet intéressant, que je traite dans mon livre, mais par déférence envers l'attitude actuelle du gouvernement allemand, je ne veux pas insister trop sur ce sujet ici. Mais il faut noter pourtant que ceux qui prônaient une reconnaissance rapide insistaient qu'elle empêcherait la guerre civile en tranchant la question de la Yougoslavie une fois pour toutes. Mais le véritable résultat de la reconnaissance rapide ne fut pas de mettre fin au conflit, mais plutôt de transformer une guerre civile en conflit international, ouvrant la voie à l'intervention internationale. En prenant parti pour les sécessionnistes, les états européens réduisaient leur possibilités de médiation neutre et contribuaient à la polarisation.

2 - Puis, la désintégration violente de la Yougoslavie fut déterminée aussi par les Etats-Unis qui, tout en se proclamant en faveur de la préservation de la Yougoslavie, par voie diplomatique interdit à l'Armée populaire yougoslave de garder l'unité du pays par la force. Ce geste de « pacifiste bêlant » revenait à donner carte blanche aux forces nationalistes et séparatistes qui s'étaient armées clandestinement et qui se sont mises à réaliser la sécession par fait accompli. Toutes ces sécessions — celle de la Slovénie, de la Croatie, mais aussi des Serbes de Krajina qui faisaient sécession de la Croatie — auraient pu être empêchées par l'armée yougoslave, le temps de prendre des mesures pour sauver la Fédération multinationale, ce qui était sans doute ce que souhaitait encore la majorité de la population de la Yougoslavie, qu'on n'a jamais consultée sur dans son ensemble et qui n'imaginait pas les désastres à venir.

L'ironie, c'est qu'à la fin les Etats-Unis, qui avait interdit l'utilisation de la force pour préserver le pays « multi-ethnique » ont fini par utiliser eux-mêmes une force bien plus dévastatrice, soi-disant pour préserver la multi-ethnicité de certains fragments de la fédération éclatée. Ce qu'ils n'ont même pas réussi à faire par leur force militaire, vu l'état des relations inter-ethniques extrêmement tendues dans les protectorats de Bosnie et du Kosovo.

Derrière la façade du multilatéralisme, dans les conflits yougoslaves, les Etats-Unis ont saboté les efforts européens de favoriser une solution négociée.

— En Bosnie, ils ont encouragé Izetbegovic, dont le parti avait de bonnes relations aux Etats-Unis, surtout par Mohamed Sacirbey et son père.

Il faut surtout lire les mémoires de David Owen pour voir comment Washington a saboté tout accord de paix. En assimilant la guerre à un match sportif, on adoptait l'absurde slogan qu'il fallait doter la Bosnie d'un « terrain de jeu équitable » en armant la partie la plus faible... une logique déjà appliquée en fait dans la guerre Iran-Iraq, que l'Occident avait attisée pendant huit ans... mais qu'on n'applique évidemment pas à Israël et Palestine. En réalité, avec l'Iran et d'autres pays musulmans, les Etats-Unis ont renforcé le parti d'Izetbegovic, avec pour résultat, une guerre prolongée, plus de souffrances et de morts, des intégristes islamistes venus d'ailleurs installés autour de Zenica et en fin de compte une Bosnie encore plus divisée qu'aurait été la Bosnie décidée à Lisbonne.

Loin d'être exceptionnelle, cette alliance avec le parti islamiste était en parfaite continuité avec la politique américaine au Moyen Orient, qui a constamment favorisé les Islamistes contre les régimes laïcs dans les pays musulmans. C'est ainsi que les réseaux d'anciens combattants d'Afghanistan, parfois liés à bin Laden, étaient les bien-venus. Et il est très significatif que la délégation d'Izetbegovic à Dayton fut conseillé par Richard Perle, le sinistre conseiller au Pentagone de l'administration Bush, champion de l'extrême droite en Israel, Netanyahou....

— Au Kosovo, au lieu de rechercher la conciliation, Washington l'a rendu impossible en encourageant l'intransigence des Albanais.

A travers la National Endowment for Democracy {« la fondation nationale pour la démocratie »), établie sous l'administration Reagan pour financer l'ingérence dans la vie politique d'autres pays, les Etats-Unis ont pu influencer la façon dont le problème du Kosovo était vu par le monde extérieur, et même par les Albanais du Kosovo eux-mêmes. Cette fondation est un exemple important du phénomène de « l'organisation non-gouvernementale » ...gouvernementale, phénomène qui joue un rôle capital dans la formation de la « politique des droits de l'homme » qui sert à justifier les interventions dites « humanitaires ». Cette aide américaine était particulièrement importante dans le domaine décisif de l'information sur les droits de l'homme.

La source principale de tous les rapports diffusés dans le monde entier sur la question du traitement de la population albanaise au Kosovo était le « Conseil pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés », fondé en 1989 par des militants séparatistes albanais. Cet organisme ne s'intéressait pas aux droits de tous les habitants du Kosovo, mais uniquement des Kosovars albanais, car le Conseil était l'instrument de propagande clé pour la cause, et l'exagération des faits devenait une habitude. Un don de la fondation a permis au Conseil d'embaucher un directeur à plein temps et d'établir un réseau de 27

sous-conseils, présent dans tous les villes de la province. En 1998, une publication de cette « fondation nationale pour la démocratie » se vantait de cette aide, qui a fourni aux quelques 2,000 volontaires des machines de fax et des ordinateurs. Le Conseil, selon son bienfaiteur, était « la source d'information la plus importante sur les droits de l'homme au Kosovo. Une large gamme d'organisation internationales de droits de l'homme et des agences de presse utilisent ses informations, telles que la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, la Commission des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme, et l'agence Associated Press. »

Ainsi, une petite province censée crouler sous une oppression digne des Nazis était couverte d'un réseau de bureaux payés par l'étranger où les opposants de l'état travaillaient sans cesse pour discréditer cet état auprès des organisations et des publics du monde entier. Etant donné la difficulté de pénétrer la société albanaise traditionnelle, et la rareté de personnes maîtrisant la langue albanaise, il n'était pas facile pour les ONG ou les agences de presse étranger de vérifier ces informations.

Pourtant, en général elles les acceptaient et les diffusaient sans poser trop de questions. C'était « les victimes » a priori... Cette crédulité fonctionnait comme une invitation aux deux mille Albanais du réseau à rapporter tout ce qu'ils pensaient susceptibles de servir leur cause, sans trop se soucier de ce concept abstrait « la vérité », un idéal pas nécessairement considéré comme plus honorable que la fidélité aux siens, au clan, au sang. Pendant les bombardements de l'Otan, ce même Conseil continuait à fournir à l'Occident les histoires d'atrocités dont il était plus avide que jamais... pour justifier ses bombardements. Après, quand beaucoup de ses histoires se sont révélées fictives, on pensait déjà à autre chose.

— En liaison étroite avec l'UCK, les Etats-Unis ont saboté la mission de l'OSCE (ainsi qu'en témoigne l'ambassadeur français Gabriel Keller). Ils ont transformé l'incident de l'attaque de la police serbe contre la base d'UCK à Racak en « massacre » génocidaire et en casus belli.

Ici il faut noter un autre élément de continuité dans le personnel: l'ambassadeur envoyé par l'administration Clinton pour diriger la mission de l'OSCE au Kosovo, William Walker, était un ancien de l'ingérence la plus sanglante en Amérique centrale. Ses activités liées aux « Contras » l'ont bien préparés... et sous la présidence de Reagan, Walker était un proche collaborateur d'Elliott Abrams, dont les activités criminelles liées aux ventes illégales d'armes à l'Iran pour financer les terroristes « Contra » ont été établies... et pardonnées par le premier président Bush.

Aujourd'hui ce même Elliott Abrams — très lié à l'extrême droite sioniste — après avoir été chargé des « droits de l'homme », est chargé des affaires du Moyen Orient par le Conseil National de Sécurité de Bush.

— Pour revenir à l'administration Clinton, les Américains ont bloqué au lieu d'encourager les négociations entre Albanais du Kosovo et Belgrade. Enfin, ils ont empêché que les « négociations » de Rambouillet trouvent une solution pacifique. Non seulement par leur « annexe B », qui aurait transformé toute la Yougoslavie en pays d'occupation militaire, — mais en ignorant complètement les propositions serbes et en insistant avant tout sur la présence au Kosovo, non pas d'une force de paix internationale, disons des Nations Unies, qui aurait pu être acceptable par Belgrade, mais de l'Otan. L'essentiel pour

Washington c'était l'occupation par l'Otan. Et une fois sur place, ils ont construit (sans demander la permission à personne) la base de Bondsteel, d'où ils encouragent l'UCK à poursuivre son projet en Macédoine...

Le mythe manichéen de la Deuxième Guerre Mondiale

L'acceptation de la guerre comme seul moyen de traiter le problème du Kosovo revenait à confirmer et à renforcer le mythe manichéen de la Deuxième Guerre Mondiale comme grille de perception du monde. Ce mythe est un élément essentiel de la propagande des Etats-Unis dans sa phase actuelle de justicier universel. C'est l'antidote au supposé « syndrome du Viet-Nam », leçon d'échec. Ce mythe est un conte de fée basé sur une version simpliste des années 1933-45 transformées en unique modèle pour saisir l'identité profonde des nations et de leur relations. Ainsi, tout est réduit à quelques personnages: d'abord, Hitler, le monstre, ses victimes passives, et l'Oncle Sam qui sauve ceux-ci de celui-là. Les motivations politiques sont également réduites à quelques unes: du côté du monstre, une volonté diabolique de commettre un génocide. Du côté de l'Oncle Sam, la générosité et le courage. Le rôle de l'Armée Rouge dans la défaite de la Wehrmacht? A la trappe! Demandez aux Américains qui a libéré Auschwitz ils diront les GIs, ils ont vu le film. Mais il y a quelques figurants, dont les Français, qui viennent de découvrir leur propre place dans cette distribution: les lâches... j'arrête là, on n'a que consulter la presse dite de caniveau britannique. Mais cette vision simpliste trouve ses adeptes en Europe, et même en France, où l'on ajoute un raffinement: le populisme nationaliste de la populace qui risque toujours d'être exploité par le Hitler du jour ...

Ce mythe a ses utilisations. La plus évidente est de justifier, dans les cas bien choisis, l'utilisation de la force américaine contre toute négociation, la « capitulation inconditionnelle » de l'adversaire restant la seule issue de toute guerre entamée par les Etats-Unis. Contre l'ancienne sagesse qui cherche à laisser une porte de sortie à l'autre, le Yankee n'accepte que l'humiliation totale de l'autre. Dès que les Etats-Unis veulent s'y ingérer, tout dirigeant mal-aimé devient « Hitler » et chaque répression d'une rébellion locale devient « génocide ». Si ce sont nos amis, ils s'agit plutôt de lutte légitime contre le terrorisme.

Mais il y a une autre utilisation de ce mythe, plus subtile: il sert d'instrument d'intimidation morale envers l'Europe, surtout l'Allemagne et — plus encore — la France. Car par une étrange déformation, qui n'est pas le sujet de cette conférence, la France est la cible privilégiée de l'accusation d' « antisémitisme »... vaste sujet que je laisse de côté.

Affronter la réalité du vingt-et-unième siècle

Le Pentagone a trouvé que le « multilatéralisme » était une gêne dans la guerre du Kosovo. Les Européens ont pu apprendre qu'ils étaient là pour partager les frais et faire le ménage après... cette leçon s'est répétée en Afghanistan. La leçon n'a pas encore été totalement assimilée, mais l'élève fait des progrès sous la férule du maître Rumsfeld. L'illusion de l'unité européenne et atlantique a été brisée par le mépris manifeste des dirigeants anglo-américains et de leurs médias envers leurs chers alliés une fois que ceux-ci osent prendre une position indépendante.

Il faut démystifier les fameuses « valeurs communes ». On peut penser que les Américains dans leur grande majorité chérissent toujours la liberté et la démocratie. Tout comme les Européens, et tout comme, peut-être, la plupart des gens de par le monde d'une manière ou d'une autre. Pourtant, le capitalisme néo-libéral déchainé, un complexe militaro-industriel dominant, un

lavage de cerveau quotidien de la part des médias possédés par ces puissances-là, un système électoral soumis à l'argent, ont fini par éliminer la démocratie des sphères dominantes de la société américaine.

Il serait sans doute souhaitable d'apporter la démocratie en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Iraq ou au Tibet. Il est beaucoup plus essentiel pour l'avenir du monde de la restaurer aux Etats-Unis. Vous ne serez peut-être pas d'accord, mais ces puissances néfastes qui dominent la vie politique américaine n'ont pas encore étouffé la démocratie de la « vieille Europe ». On essaie: la « nouvelle Europe » proclamée par le Secrétaire à la défense Donald Rumsfeld est celle où les chefs de gouvernements suivent les ordres de Washington sans respecter ni le droit, ni la morale, ni leur opinion publique. C'est un échantillon significatif de la « démocratie » que Washington veut imposer en guise de « nouvel ordre mondial ».

La France a sombré, comme le reste de l'Occident, dans la dépolitisation du néo-libéralisme, mais il y reste des « valeurs » qui ne sont pas celles de l'Amérique de Bush. La liberté, pour les Bushites, c'est le « marché libre », qui n'est même pas libre, mais ordonné selon les intérêts des plus forts, qui interdisent aux faibles de protéger leurs propres productions, populations et environnement... L'égalité est totalement balayée... Je suis d'accord avec Emmanuel Todd que les Etats-Unis impériaux ne peuvent plus prétendre à l'universalisme, tant leur système aggrave de façon dramatique toutes les inégalités.

Quant à la fraternité, une société dans laquelle les hommes se sentent obligés de s'armer jusqu'aux dents pour se protéger de leur voisin, elle bat de l'aile...

Donc parler d'une « communauté de valeurs » entre la France et les Etats-Unis de Bush n'a plus — je l'espère — aucun sens. Les « valeurs » que Washington veut imposer par la force sonneraient le glas des valeurs de gauche issues de la révolution française.

Certains en France rêvent d'une « Europe » superpuissance pour contrer la superpuissance américaine. Mais la crise actuelle a déjà montré qu'il est trop tard pour cela ... Dans le domaine de la technologie militaire, les choses sont tellement imbriquées que « l'Europe » comme entité politique indépendante ne peut pas rattraper les Etats-Unis, par ailleurs cette puissance militaire n'est conçue que pour les « guerres » unilatérales contre les adversaires faibles. Si l'Europe abandonnait, comme les Etats-Unis, ses avancées sociales pour financer une gigantesque machine militaire, elle finirait par faire une politique semblable ou identique.

L'alternative n'est pas de retourner aux rivalités entre grandes puissances impérialistes occidentales qui ont produit les deux grandes guerres du vingtième siècle.

Il est vain de riposter à l'arrogance américaine par l'imitation. Il faut une voie opposée, dont on a vu un premier espoir avec le discours de Dominique de Villepin devant le Conseil de Sécurité. Ce discours a reçu une ovation qui montre la voie. Evidemment M. de Villepin n'apporte pas la révolution, ni l'altermondialisation qu'on peut estimer nécessaire pour sauver la planète. Mais au point où nous sommes, la première nécessité est de résister à la guerre de conquête, de faire respecter un minimum de droit international, et enfin de désarmer la seule grande puissance prête à lâcher ses armes de destruction massive sur les terres et les peuples du monde entier.

En l'absence d'une politique possible d'égalité économique, les peuples tournent vers l'affirmation des identités, car la politique identitaire — nationale ou religieuse — promets au moins certains avantages dans une communauté qui exclut les autres. C'est une tendance très répandue, tout à fait

compréhensible, mais qu'il ne faut pas encourager. C'est un pas vers la guerre de tous contre tous, qui sera maîtrisée par le plus fort.

L'auto-détermination digne de soutien n'est pas l'affirmation d'une identité, mais la volonté de développement visant l'égalité de droits politiques dans un ordre économique qui conserve l'environnement naturel et social: l'école, la santé, et d'autres services publics.

La France et la « vieille Europe » doivent chercher une nouvelle solidarité avec le monde entier, et surtout avec les peuples du Sud... non pas en tant que « victimes » à sauver mais en tant qu'acteurs capables de régler leurs propres affaires... mal, peut-être, mais mieux que si on le fait à leur place. C'est cela les « valeurs communes » de liberté, d'égalité et de fraternité.

La crise actuelle a révélé la seule voie pour l'Europe, indiquée presque par hasard (élections allemandes, jeu français à l'Onu): de se joindre au reste du monde — y compris la Chine et la Russie — en exigeant un vrai multilatéralisme mondial, qui oblige les Etats-Unis de devenir un grand pays comme un autre, et non pas le centre d'un Empire féroce. —

D. Johnstone auteure de « Fools' Crusade: Yugoslavia, Nato and Western Delusions » Pluto Press 2002. Copyright D. Johnstone 2003. For fair use only/ pour usage équitable seulement .

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Diana Johnstone](#), Mondialisation.ca, 2003

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca